Initiatives ministérielles

d'autant que la plus grande partie de la population canadienne vit à moins de 50 milles de la frontière américaine.

Il faut se débarrasser de l'Accord de libre-échange.

Voilà trois choses concrètes. Je pourrais en mentionner d'autres. Toutefois, le gouvernement doit simplement s'assurer que les Canadiens de toutes les provinces se remettent au travail.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le président, d'abord et avant tout, de quelque côté de la Chambre qu'il soit et quel que soit son avis sur la question, chacun admettra, j'en suis sûr, que le député de Surrey-Nord montre une grande ténacité et une profonde sincérité dans ce débat. Il a soulevé cette question au caucus à maintes reprises, en insistant sur l'importance primordiale qu'il fallait lui accorder.

Ma question est des plus simples. Qu'il s'agisse du projet de loi C-21, du projet de loi C-28, du projet de loi C-69, du projet de loi C-32 ou d'autres projets dont je n'ai pas le numéro en tête, le gouvernement actuel dit et agit de même. Combien de temps nous reste-t-il? Combien de temps avant que l'érosion ne devienne avalanche et que nos programmes d'aide sociale ne soient détériorés à jamais?

M. Karpoff: Il est très difficile de prévoir exactement combien de temps il nous reste. Je dirais une ou deux années encore, surtout si la situation de notre économie ne s'améliore pas. Car voici ce qu'a fait le gouvernement conservateur. Il a d'abord créé une récession, puis il a modifié les règles de l'assurance-chômage, si bien qu'il y a aujourd'hui moins de gens qui y sont admissibles et la période des prestations est plus courte. Les gens deviennent bénéficiaires de l'aide au revenu plus tôt et plus longtemps. Le gouvernement actuel a donc modifié les règles de l'assurance-chômage de façon à faire de nouveau porter le fardeau aux provinces et aux gouvernements locaux.

Je crois que la véritable raison pour laquelle le temps presse, c'est qu'il en va de l'existence même du Canada. Les Canadiens pourraient être fiers de leurs programmes sociaux. Ça a été un facteur d'unification. Les Canadiens savaient que, peu importe leur province d'origine, ils pouvaient aller en Colombie-Britannique, par exemple, avec l'assurance de pouvoir bénéficier de l'aide au revenu en cas de besoin. Mais voilà les propos que leur tient le gouvernement actuel: «Non, nous allons faire la distinction entre les Canadiens, selon la province qu'ils habitent; nous allons pénaliser les pauvres de trois provinces; nous allons pénaliser les femmes battues de trois provinces.» C'est cette notion, source d'érosion de notre tissu

social, qui représente sans doute la pire menace pour le Canada.

• (1210)

Les gens se disent: «Nous avons une idée du Canada. Nous savions en quoi consistaient ses services: les soins de santé, l'aide au revenu, la formation professionnelle et les services pour les enfants victimes d'exploitation. Cette notion du Canada reposait sur un gouvernement fédéral engagé, au service de l'ensemble de ses citoyens. Le gouvernement actuel a détruit tout cela.»

Le message des provinces est le suivant: «Si vous devez supprimer les sommes qui étaient mises à notre disposition et si, en plus, on s'attend à ce que nous prenions en charge les gens qui nous viennent de Terre-Neuve ou du Manitoba, ne vaut-il pas mieux nous retirer et faire cavalier seul? Dans ces circonstances, à quoi bon faire partie du Canada?»

Voilà ce qui ébranle la grande confiance que les Canadiens avaient dans le gouvernement, car ils constatent que celui-ci ne comprend pas l'essence même de la société canadienne ainsi que l'importance qu'ils accordent aux programmes sociaux.

C'est ce que les Canadiens diront clairement aux prochaines élections, en infligeant la plus sévère défaite qu'ait jamais subie un gouvernement au Canada.

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, je prends la parole dans ce débat très important. Je dois dire qu'il s'agit de l'un des plus importants débats auxquels j'ai assisté à la Chambre. Le gouvernement, en face, aura beaucoup d'explications à donner aux Canadiens, particulièrement en ce qui concerne ce projet de loi.

Comme la plupart des Canadiens qui nous écoutent le savent, ce projet de loi est le C-32, un projet de loi simple et inoffensif. Nous avons eu 17 députés de l'opposition qui ont débattu de ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture. Aussi étrange que cela puisse paraître, le ministre d'État chargé des Finances vient de l'Ontario, où ce projet de loi fera du tort à tellement de personnes, au moins un million, à cause de l'incapacité du ministre de comprendre l'ampleur du problème.

Je ne peux pas croire qu'à la troisième lecture de ce projet de loi, nous n'ayons entendu aucun des députés conservateurs. Je ne peux pas croire que nous n'ayons entendu aucun des 46 députés de l'Ontario, des 12 députés de la Colombie-Britannique et des 22 députés de l'Alberta, alors que ce projet de loi touche directement les habitants de ces provinces.